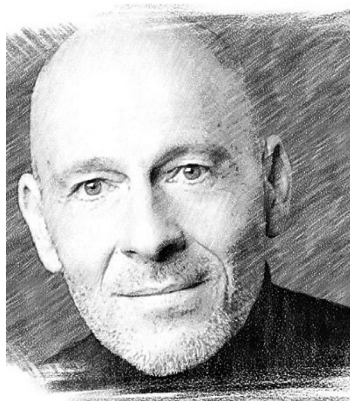




Christophe Guilluy :  
"La formule des années  
1970 Vivre et travailler  
au pays, qui passait  
pour ringarde aux yeux  
des élites mondialisées,  
est devenue une  
revendication largement  
partagée, au delà des  
clivages politiques"...

### Christophe Guilluy : "Les élus locaux sont les seuls à posséder une vision globale de leurs territoires"

Et si les élus, responsables devant leurs électeurs, reprenaient la main en matière d'aménagement du territoire ? A l'heure où l'on reparle comme jamais de la "fracture sociale", ne serait-il pas temps d'entendre ce qu'ont à nous dire ceux que le géographe Christophe Guilluy nomme les *"invisibles"*, cette catégorie pourtant majoritaire de nos concitoyens vivant à l'écart des grandes métropoles et dont on n'évoque l'existence qu'à l'occasion de crises comme celle des Gilets jaunes ?

Nul n'était mieux à même de répondre à ces questions que Christophe Guilluy en personne, dont le dernier best-seller, *Métropolia et Périphéria* (Flammarion, 2025), couronne la réflexion qu'il mène depuis plus de vingt ans sur cette question centrale des oubliés de la mondialisation.

Dans l'entretien qu'il a accordé à Thierry Hory, président de SEBL Grand Est, cet essayiste aussi brillant qu'inclassable apporte sa pierre au débat sur l'avenir de nos territoires, ouvert voici bientôt sept ans par *Interest*.

**La loi Climat et résilience de 2021, l'importance prise par l'objectif ZAN (zéro artificialisation nette) et, plus généralement, l'impact de nombreuses mesures sur la capacité des collectivités à investir pour l'avenir des territoires et des populations (logements, équipements publics...), ne sont pas neutres en termes de développement. Quels enseignements tirez-vous de ces évolutions ?**

Permettez-moi d'abord de les replacer dans un contexte général. Depuis une quarantaine d'années, on perd dangereusement de vue qu'aucune réalité locale n'est autonome et que toutes sont connectées. En cherchant à catégoriser les

populations, on ne comprend plus grand-chose à la société dans son ensemble.

Souvenez-vous de ce qu'on entendait au tournant des années 2000. On nous expliquait doctement que 95% de la population française vivait désormais sous influence urbaine. Il n'y avait donc plus que 5% de vrais ruraux. Et, comme par hasard, après la crise des Gilets jaunes, les mêmes vous expliquent non moins doctement que ces mêmes ruraux représentent autour de 30% de la population... On voit donc bien que ces définitions sont totalement subjectives. L'ennui, c'est qu'elles servent de base à une production législative ou réglementaire en inflation constante et, si j'ose dire, complètement en roue libre !

Concevoir l'aménagement du territoire avec comme perspective le développement économique, en usant du formidable levier de l'intelligence territoriale – l'intelligence économique appliquée aux territoires – tel est l'objectif stratégique que se fixe aujourd'hui SEBL Grand Est.

Dans cet esprit, la lettre INTEREST – L'Intelligence territoriale Grand Est – a vocation à être une plate-forme de réflexion où des experts de premier plan, issus d'horizons différents, livrent leurs analyses et proposent des pistes d'action pour optimiser les ressources de notre région. Plus que jamais, il s'agit d'approfondir notre réflexion, de créer de nouveaux réseaux, d'être agiles et proactifs dans une démarche stratégique sur le long terme...

Dans la guerre économique planétaire, l'enracinement local et la mise en valeur des identités comme des ressources constituent des critères différenciants et positifs, à même d'optimiser nos atouts vis-à-vis de nos partenaires, sur nos territoires comme à l'international.

**Les élus en charge de l'aménagement du territoire doivent d'urgence reprendre leur liberté d'analyse, donc d'action, par rapport à une technostructure faite pour servir, et non pour diriger.**

En matière d'aménagement du territoire comme dans beaucoup d'autres domaines, on souffre de cet excès de segmentation conceptuelle, de cloisonnement dans l'analyse.

Ce qui me frappe, lorsque je remplis une mission auprès d'une collectivité locale ou territoriale, c'est le hiatus qui existe entre les élus locaux qui, quelle que soit leur couleur politique, n'ignorent rien de leur environnement, et une technostructure qui nage en pleine abstraction. Franchement, je n'ai jamais rencontré un élu responsable, qui n'ait pas une vision synthétique de ce qui se passe chez lui.

En revanche, tous sont prisonniers d'une série de normes de plus en plus contraignantes, produites par une technostructure biberonnée aux algorithmes et qui se révèle hors d'état de saisir une dynamique territoriale dans son ensemble.

Aujourd'hui, le maire rural qui veut déplacer un local poubelles doit se référer à des dizaines de schémas directeurs sortis d'on ne sait où et pondus par on ne sait qui, sans parler des acronymes et des procédures qui accompagnent ce maquis. C'est un frein considérable à l'action et, soit dit en passant, cela contribue à décourager les vocations d'édiles. On va le constater aux prochaines municipales...

Le principal enseignement que j'en tire ? C'est que les élus en charge de l'aménagement du territoire doivent d'urgence reprendre leur liberté d'analyse, donc d'action, par rapport à une technostructure, faite pour servir, et non pour diriger.

Plus d'une fois, il m'est arrivé de travailler pour des présidents de régions – et pas des moindres, puisque l'exemple le plus frappant qui me vient à l'esprit est celui de Jean-Paul Huchon, quand il était à la tête de l'Île de France. Lui comme les autres ne m'employaient pas pour mon expertise, dont ils partageaient largement les conclusions, mais pour que leur administration entende ce qu'un expert indépendant avait à dire !

Bref, ils avaient besoin d'un renfort extérieur pour contrer ou, à tout le moins, équilibrer les décisions de leur propre technostructure. Etant démocratiquement élus, ce qui n'est pas le cas de la technostructure, ils ne devraient pas avoir besoin de recourir à de pareils artifices !

**Fort de la connaissance qui est la vôtre des acteurs œuvrant pour l'aménagement du territoire, comment**

**résumeriez-vous nos atouts et nos faiblesses ? Où devraient porter principalement nos efforts ?**

Notre principal atout réside dans la lucidité de nos élus locaux qui en ont assez de voir la moindre initiative de bon sens étouffée par un maquis de règles et de procédures qui perdent de vue l'intérêt général.

L'effort à fournir consiste logiquement à ne pas laisser la technostructure – le "mammoth" comme disait Claude Allègre – prendre le pas sur les élus de terrain.

La difficulté est que le local ne peut s'affranchir du global.

Or l'administration centrale et les élus nationaux qui font et votent la loi ont beau être inondés de data, d'algorithmes, de cartographies diverses et variées... Ils n'ont jamais été aussi déconnectés de la vie réelle des territoires.

Pourquoi ? Parce qu'ils ne sont toujours pas sortis du triptyque arrêté par leurs aînés, au milieu des années 1980 : globalisation, tertiarisation, métropolisation. A savoir la globalisation grâce à laquelle nous allions pouvoir délocaliser notre production vers des pays où elle s'effectuerait à bas coût ; la tertiarisation qui nous permettrait de nous concentrer sur des activités moins contraignantes et moins polluantes ; et la métropolisation favorisant une consommation dont les prix seraient tirés vers le bas en vertu des bienfaits de la concurrence.

On a seulement oublié que pour consommer, il faut soi-même travailler et produire. Or en accélérant le déménagement de nos entreprises productives, on a privé un nombre croissant de nos compatriotes des revenus de leur travail. Or un pays ne peut pas faire société s'il abandonne une part croissante de ses citoyens.

***Vous venez de publier *Métropolia et Périphéria* (Flammarion). Sous forme de fable, ce livre décrit le basculement qui s'opère entre, d'une part, les métropoles dominatrices d'une planète globalisée, et, d'autre part, des périphéries tenues pour négligeables ou arriérées. Ce clivage territorial est le reflet d'un malaise social qui s'opère à l'échelle mondiale. Qu'en est-il en France ? Qu'est-ce que cela signifie, notamment pour les aménageurs que nous sommes, qui plus est spécialistes de l'intervention dans un territoire étendu ?***

La fracture territoriale est aujourd'hui tellement profonde que je ne crains pas de parler de schisme culturel. Voyez les

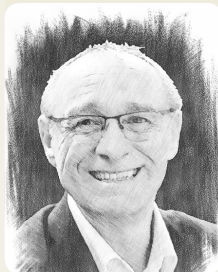
réactions des habitants des grandes métropoles quand ils ont découvert le phénomène des Gilets jaunes. Ils se sont intéressés à eux comme on s'intéressait, au XIX<sup>ème</sup> siècle, aux habitants de nos lointaines colonies. Mais qui sont donc ces gens qui défilent si bruyamment ? Comment vivent-ils ? Comment se nourrissent-ils ? Comment peuvent-ils encore rouler dans de vieux diesels et pas en Tesla ? Je n'exagère pas. Et je ne parle pas du mépris qui suintait bien souvent de cette curiosité... quasi ethnographique !

D'où les difficultés que j'ai rencontrées moi-même quand, plus de dix ans avant l'épisode des Gilets jaunes, j'ai développé l'idée d'une France périphérique dont les habitants ont de moins en moins de références communes avec la population toujours plus "gentrifiée" des métropoles, mais aussi avec ceux des anciennes banlieues ouvrières où se concentre l'immigration récente, maghrébine en particulier. Que ce soit au sein de l'Université ou d'institutions respectables en matière d'études territoriales, la mentalité reste encore et toujours "métrocentrée".

Or, s'il y a un domaine qui devrait échapper à la centralisation – celle exercée depuis Paris, mais qu'exercent aussi les grandes métropoles – c'est l'aménagement du territoire. En dehors des grandes infrastructures d'importance nationale, beaucoup de projets devraient pouvoir être discutés et décidés à l'échelon où ils sont censés voir le jour. Malheureusement, je le répète, la technostructure qui exerce son pouvoir depuis les métropoles, ne conçoit même pas que les habitants de la France périphérique puissent penser par eux-mêmes et exprimer des besoins singuliers. Tout cela nous démontre combien la technostructure, en tournant le dos à l'hinterland national, s'est déconnectée, délibérément ou non, des désirs profonds des Français. Une caractéristique largement partagée en Europe mais qui ne se retrouve pas ailleurs, loin s'en faut : les "élites" chinoises travaillent pour la majorité des Chinois. Et les "élites" indiennes pour la majorité des Indiens...

## **Est-ce à dire que la démocratie est faussée ? Que pouvons-nous encore espérer ?**

Quand un peuple ne possède plus, à ce point, de références partagées, on va fatalement vers une rupture démocratique. La solution est simple à trouver, mais nettement moins à mettre en œuvre : que ceux qui ont provoqué ces clivages



## **L'analyse du Président de SEBL Grand Est**

### **"Vivre et travailler au pays"**

Avec le temps, certaines formules s'émancipent du contexte qui les a fait naître pour rendre à leurs mots un sens simple et vrai. Ainsi de *"Vivre et travailler au pays"* qui n'est plus un slogan de protestation contre l'exode rural des années 1960, mais une formule correspondant au souhait d'une majorité de nos concitoyens.

À l'époque, la France des Trente Glorieuses avait su, *via* un aménagement du territoire centralisé et planifié, adapter la France à son siècle en faisant d'elle une grande puissance industrielle et en rendant notre agriculture fondamentalement exportatrice. Cela créait des tensions mais la prospérité générale ne laissait quasiment personne sur le carreau.

Puis, après la crise de l'énergie des années 1970, est venu le temps d'une autre adaptation, moins volontariste que résignée : la mise en conformité de nos territoires avec les attendus de la mondialisation. Et avec elle, cette fracture sociale que Christophe Guilluy fut l'un des tout premiers à identifier.

Qui mieux qu'un géographe pouvait en effet s'emparer du sujet, en nourrissant son expertise universitaire d'une formidable expérience de terrain ?

S'il ne fallait retenir qu'une idée de cet entretien, par ailleurs très riche, ce serait bien celle-ci : *"En dehors des grandes infrastructures d'importance nationale, beaucoup de projets devraient pouvoir être discutés et décidés à l'échelon où ils sont censés voir le jour"*. Et, en priorité, les projets liés à la réindustrialisation du pays, lesquels doivent profiter en priorité aux territoires exclus des bénéfices de la métropolisation - ceux qui ont été les premiers, rappelons-le, à voir déménager leurs usines et furent au cœur de la crise des Gilets jaunes voici déjà plus de cinq ans. Comme élus et comme aménageurs, nous ne pouvons qu'être d'accord avec notre invité : *"Un pays ne peut faire société s'il abandonne une part de ses citoyens"*.

Thierry HORY

**Les projets liés à la ré-industrialisation du pays doivent profiter en priorité aux territoires qui furent les premiers à voir déménager leurs usines.**

constatent leurs erreurs, comme les scientifiques reconnaissent les leurs quand une expérience rate ! N'importe qui, d'ailleurs, peut comprendre cela : quand une stratégie censée enrichir tout le monde se solde, pour un pays comme le nôtre, par plus de 3 000 milliards de dettes et une agriculture déficitaire pour la première fois de son histoire, c'est, définitivement, une expérience qui ne fonctionne pas.

Or, et c'est plutôt encourageant, quand vous interrogez les gens sur ce qu'ils souhaitent faire de leur vie, vous vous apercevez qu'au-delà de toutes les mutations sociologiques que nous connaissons, les fondamentaux ne changent pas. Ce qu'ils veulent par-dessus tout, c'est vivre de leur travail. Pas de la redistribution, dont ils sentent bien qu'elle a pour limite le volume de la manne à redistribuer... Laquelle n'existe que si des gens l'alimentent par une activité rémunérée !

Si tant est qu'il ait existé (sinon pour un pourcentage infime de la population), le monde de "nomades" rêvé par Jacques Attali est bel est bien terminé. La formule des années 1970 "vivre et travailler au pays", qui passait pour ringarde aux yeux des "élites" mondialisées, est devenue une revendication largement partagée. Et je dois dire que cette nouvelle me rend optimiste, parce que, contrairement à ce qu'on entend parfois, le travail reste une valeur sûre pour la masse de nos concitoyens. Et le désir de faire société également. Les deux sont inséparables.

Quand vous regardez les dernières statistiques démographiques, qui ont enregistré cette année un nouveau recul des naissances, vous constatez que les seules zones du territoire français où la natalité repart sont les départements ruraux. Alors qu'elle recule dans les centres-villes "gentrifiés".

Autre facteur d'optimisme : même les États-Unis, où naissent la plupart des tendances adoptées après coup par l'Europe, reviennent sur le dogme de la désindustrialisation inéluctable. Et ils n'ont pas attendu Trump pour cela puisque les premières mesures visant à réindustrialiser le pays remontent à l'administration Biden. Et quels sont les premiers territoires appelés à bénéficier

de ce changement de politique ? Des États dépourvus de grandes métropoles, comme le Kentucky où Apple va rapatrier plusieurs usines.

Ce que fait l'Amérique d'aujourd'hui, berceau de la libre entreprise et du laisser-faire, la France qui a inventé l'aménagement du territoire dans les années soixante, serait donc incapable de le faire ? Bien sûr que non. Quand un pays ne veut pas mourir, il bouscule ses habitudes, passe outre ses clivages politiques, et adopte la seule politique possible : recréer de la richesse par tous les moyens disponibles.

Que cela ne veuille pas dire qu'il ne faut pas de grandes métropoles ni qu'il faut brider le tertiaire ! Mais le tertiaire n'a de sens et d'utilité que si le secondaire et le primaire sont encore vivaces. Faute de quoi, il n'y a plus de richesse à redistribuer.

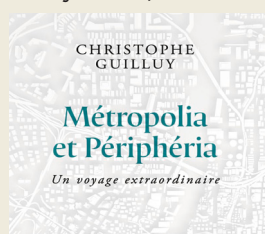
### **Votre conclusion, pour résoudre la crise démocratique qui traverse le pays en général et les territoires en particulier, ce serait donc simplement d'écouter les citoyens ?**

Que faire d'autre quand les choix arrêtés voici une quarantaine d'années ne cessent d'appauvrir la collectivité nationale et qu'en plus, de grands pays, et non des moindres, récusent ce modèle ou rompent avec lui ? On entend parfois dire : "Les Français ne savent pas ce qu'ils veulent" ! Au contraire, ils le savent très bien, et toutes les enquêtes le démontrent avec une constance stupéfiante. Ce qui en ressort, quelle que soit l'aire géographique choisie – de la Creuse aux quartiers nord de Marseille –, c'est que les principales préoccupations des Français se comptent sur les doigts d'une main. Elles sont quatre, pas une de plus : elles touchent au travail, aux services publics, à la régulation des flux migratoires et à la sécurité.

Raymond Aron disait qu'être seulement de droite ou seulement de gauche, c'est être hémiplegique. Les Français ne sont pas hémiplegiques. Ils sont simplement cohérents. C'est la technostructure qui, à force d'entre soi, a progressivement perdu le contact avec la réalité de nos territoires. Contrairement aux élus locaux !

## Biographie

Né en 1964 à Montreuil (Seine-Saint-Denis), Christophe Guilluy est géographe de formation et consultant auprès des collectivités territoriales de profession. Il est aussi et surtout un essayiste de renom dont les ouvrages, en particulier son *Atlas des nouvelles fractures sociales en France* (avec Christophe Noyé, Éditions Autrement, 2004), *Fractures françaises* (Bourin 2010) et *La France périphérique, comment on a sacrifié les classes populaires* (Flammarion, 2014)



ont été des best-sellers qui ont contribué à renouveler en profondeur la géographie sociale.

En abordant cette discipline par le prisme du territoire, Christophe Guilluy ne s'est pas borné à constater l'émergence d'une "France invisible" s'étendant des marges périurbaines des grandes métropoles jusqu'aux espaces ruraux en passant par les petites villes et les villes moyennes. Bien avant la crise des Gilets jaunes, il a cerné ce que ce phénomène impliquait dans l'ordre électoral, politique et surtout culturel : un divorce entre les métropoles mondialisées et ceux qui n'y vivent pas, soit environ 60% de la population.

Parmi ses autres ouvrages, toujours chez Flammarion, citons *Le crépuscule de la France d'en haut* (2014), *No society, la fin de la classe moyenne occidentale* (2018), *Le temps des gens ordinaires* (2020), *Les dépossédés, l'instinct de survie des gens ordinaires* (2022), et surtout son dernier ouvrage, paru en février 2025 :

*Métropolia et Périphéria : Un voyage extraordinaire*. Une fable politique en même temps que le plus personnel de ses livres, dans lequel Christophe Guilluy, mêlant satire et autobiographie, défend avec passion la notion d'intérêt général et s'interroge sur le moyen de retrouver l'universel dans une civilisation que le peuple a contribué à construire et d'où il se sent injustement évincé.

### INTEREST

L'intelligence territoriale Grand Est  
Une publication de SEBL Grand Est  
Directeur de publication :  
Jérôme Barrier  
ISSN 2650-3808

Contact : Louis-Guillaume Treillou  
INTEREST - SEBL Grand Est  
48 place Mazelle, 57 000 Metz  
☎ +33(0)3 87 39 78 00  
✉ [interest@sebl.fr](mailto:interest@sebl.fr)  
🌐 [www.sebl-grandest.fr](http://www.sebl-grandest.fr)